

### BRIEFING #139: SUD-KIVU

PÉRIODE DE COLLECTE : SUD-KIVU, 25 NOVEMBRE - 1 DÉCEMBRE 2024

#### L'ALERTE

Entre le 30 octobre et 15 novembre 2024, des vents violents, suivi de pluie torrentielle, se sont abattus sur plusieurs entités dans les villages de Cité de Sange, Kabunanbo, Kigoma, et Luberizi (tous dans la zone de santé de Ruzizi, du territoire de Uvira, dans la province du Sud-Kivu). Cela a provoqué un déplacement spontané de la population locale et des dégâts matériels, y compris des infrastructures scolaires, églises, et des toitures d'habitations. Cette alerte a été lancée par l'ONG Centre de Développement Intégral de l'Enfant Rural et vérifiée par AIDES (Alerte #5517).

Selon les données disponibles, les orages ont déplacé 9 538 personnes (soit 2 074 ménages) au total. La plupart des déplacés ont été forcés à trouver refuge avec des familles d'accueils (non touchées par la crise) et d'autres ont réhabilité d'urgence les toitures de leurs maisons.

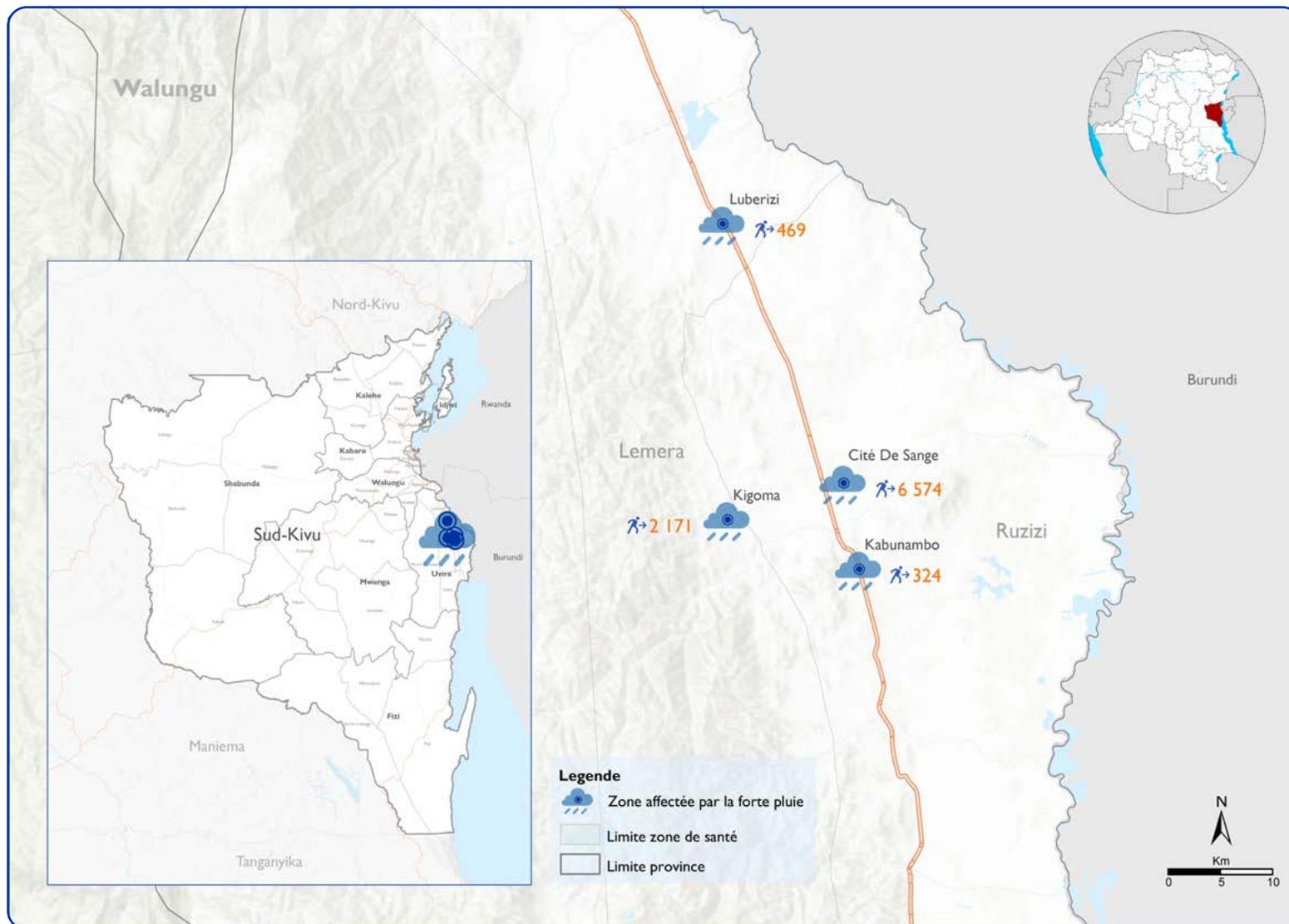
#### DÉTAILS DU DÉPLACEMENT



#### BESOINS PRIORITAIRES



\*Articles Ménagers Essentiels



Cette carte est fournie à des fins d'illustration uniquement. Les limites administratives et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'Organisation Internationale pour les Migrations.

PÉRIODE DE COLLECTE : SUD-KIVU, 25 NOVEMBRE - 1 DÉCEMBRE 2024

### Tableau Récapitulatif de Déplacement

Localités	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
Cité de Sange	1 430	6 574	1 969	4 605	263
Kabunambo	70	324	106	218	13
Kigoma	472	2 171	652	1 519	87
Luberizi	102	469	141	328	19
<b>Total</b>	<b>2 074</b>	<b>9 538</b>	<b>2 868</b>	<b>6 670</b>	<b>382</b>

### Observation & Analyse



Un total de 9 538 personnes, soit 2 074 ménages, ont été contraint de quitter leurs habitations d'origines dans la zone de santé de Ruzizi et sont réparties dans 3 localités et la Cité de Sange : 2,171 individus (472 ménages) dans le groupement de Kigoma, 324 individus (70 ménages) dans le groupement de Kabunambo, 469 individus (102 ménages) dans le groupement de Luberizi, et 6 574 individus (1 430 ménages) dans la Cité de Sange. Les personnes déplacées se sont installées dans des familles d'accueil de la zone affectée.

Il est noté que depuis ces catastrophes dans la zone de Ruzizi, les personnes touchées n'ont pas encore reçu d'assistance et vivent dans des conditions précaires.



L'agriculture de subsistance, l'élevage, le travail journalier, et le petit commerce sont les principaux moyens de subsistance des populations affectées. Les inondations et vents ont détruit les champs de riz, manioc, maïs, et autres cultures. Les informateurs clé précisent que ces inondations créent une augmentation des prix des produits agricoles sur les marchés.

Au moins trois groupements et tous les quartiers de la Cité de Sange de deux chefferies du territoire d'Uvira font fréquemment face à ce type de situation, notamment lors des inondations de terres cultivées signalées.



Les catastrophes naturelles ont fait des dégâts aux infrastructures scolaires, y compris cinq écoles primaires et deux écoles secondaires. La reprise scolaire est largement retardée à cause du fait que les écoles primaires les plus fréquentées ont été délabrées par les orages.



La plupart des ménages déplacés par les orages et inondations ont trouvé refuge dans les familles d'accueil non-touchées. Les informateurs clé confirment que la plupart des ménages autochtones hébergent au moins huit individus de familles touchées. Les habitations des communautés sont majoritairement construites en matériaux non durables ce qui souligne la nécessité d'une assistance en matériaux de construction pour la réhabilitation des maisons. L'accueil des ménages non affectée est de plus en plus limitée et les personnes touchées qui vivent dans des familles d'accueil sont exposées aux risques de surpopulation.

En conséquence, il y a un manque important d'articles ménagers essentiels dans la plupart des familles d'accueils.



Pour la Cité de Sange et les villages environnants, l'Association des Consommateurs d'Eau Potable de Sange (ACPS) souffre d'un manque de personnel et d'infrastructures spécialisés dans le traitement de l'eau (depuis 2013). En conséquence, l'accès à l'eau dans la zone reste un défi majeur. Les informateurs clé signalent un nombre insuffisant de points d'eau fonctionnels ou une absence de capacité de stockage de l'eau, et l'utilisation des sources d'eau non aménagées.

Il y a une insuffisance d'installations sanitaires et celles qui existent ne sont pas propres/hygiéniques ou séparées entre hommes et femmes.



La population déplacée rencontre des difficultés à payer les coûts des soins médicaux malgré les assistances humanitaires. Les pathologies les plus fréquemment observées dans les structures sanitaires sont le paludisme, la diarrhée, et la malnutrition aiguë modérée. Dans les aires de santé évaluées, les populations (déplacées et autochtones) sont soignées dans des structures de santé de type centre hospitalier qui se trouvent à moins de 45 minutes de marche à pied.

### METHODOLOGIE

L'évaluation rapide de l'OIM (Suivi des Urgences) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain avec les informateurs clé des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du 25 novembre – 1 décembre 2024 à travers des évaluations menées sur terrain avec 20 informateurs clé (15 hommes et 5 femmes). Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel (au cours des 36 derniers mois), notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État.